

“Personne n’est intouchable, pas même Theo Francken”

“175 000 emplois ont été créés. Les résultats sont tellement indiscutables que l’opposition décide, non pas de jouer le jeu de l’argumentation, mais de l’attaque ad hominem.”

Charles Michel (MR)
Premier ministre

■ Le Premier ministre Charles Michel dénonce le “laxisme de la gauche” en matière migratoire.

■ Il annonce être en faveur d’une nouvelle baisse de l’impôt des personnes physiques (IPP) pour la prochaine législature.

Entretien Antoine Clevers et Frédéric Chardon

Le fédéral vient de connaître de fortes turbulences : remise en cause par la N-VA de la sortie du nucléaire et polémique autour de la collaboration de la Belgique avec le Soudan pour identifier des migrants. Dans ce dossier, certains Soudanais auraient été violentés après leur renvoi par la Belgique dans leur pays. Une enquête du CGRA (Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides) est en cours pour vérifier les faits. Le président de la N-VA, Bart De Wever, a cependant menacé de faire tomber le gouvernement si Theo Francken, secrétaire d’Etat à l’Asile et la Migration, était poussé à la démission.

C’est dans ce contexte que le Premier ministre Charles Michel (MR) s’entretenait, vendredi, avec M. Francken pour lui demander d’être plus mesuré dans sa communication. Il revient sur ces événements et dénonce l’attitude de l’opposition.

M. Michel, qu’avez-vous dit à Theo Francken ? Etait-ce un nouveau rappel à l’ordre ?

Pas de commentaire sur mes contacts personnels avec mes ministres.

Si vous l’avez convoqué, c’est quand même parce qu’il y avait un souci...

J’ai des contacts réguliers avec mes ministres. Et comme je l’ai dit publiquement au Parlement, l’action en matière d’asile et de migration mérite nuance et responsabilité, y compris dans la communication.

Avez-vous encore confiance en lui ?

En tout cas, j’ai confiance dans la politique migra-

toire du gouvernement, qui est largement inspirée par celle de Maggie De Block (Open VLD) sous le gouvernement Di Rupo. C’est une politique qui protège les frontières européennes. Pas question de frontières ouvertes comme la gauche laxiste le propose systématiquement. C’est une politique, aussi, qui respecte nos engagements moraux en mettant en œuvre le droit européen et international. On mêle une exigence de fermeté – pas de “Jungle de Calais” chez nous – et d’humanité pour ceux qui doivent être accueillis. Lors de la crise de l’asile, il y a deux ans, on a créé en quelques semaines des centaines de places d’accueil supplémentaires. Et on octroie bien plus de visas humanitaires que sous la précédente législature.

Oui, mais c’est lié au contexte international.

C’est vrai et c’est la démonstration qu’il y a une exigence de nuance et de responsabilité. J’ai écouté très attentivement les propos de nos détracteurs. A part des injures, des insultes et des bassesses, à aucun moment je n’ai entendu des arguments sur le fond, à aucun moment je n’ai entendu une alternative, si ce n’est les frontières ouvertes.

L’opposition ne propose pas cela.

Mais la conséquence des simplismes de l’opposition, c’est des frontières ouvertes; et donc, tôt ou tard, une jungle chez nous comme on l’a connue à Calais; et donc, tôt ou tard, un débat sur une régularisation massive...

Ça, c’est votre déduction personnelle.

Mais pour une raison très simple: l’ordre public suppose que le gouvernement belge puisse identifier les personnes qui sont sur son territoire. Lors-

que des personnes sont en séjour irrégulier en Belgique, elles ont la possibilité de demander l'asile. Si elles ne le font pas, elles restent dans l'illégalité. Si l'opposition considère qu'on ne peut pas renvoyer ceux qui sont dans l'illégalité, on ouvre automatiquement le débat sur la régularisation. Cette démonstration a été faite lors du débat au Parlement jeudi. Mais à part des insultes et des injures, je n'ai rien entendu.

Vous exagérez, il n'y a pas eu d'insultes.

L'opposition s'est livrée à un concours olympique de la bassesse politique. J'ai subi des attaques personnelles, la mise en cause de ma conscience.

Si les résultats de l'enquête du CGRA devaient montrer que des Soudanais ont effectivement été torturés suite à leur expulsion de Belgique, peut-on imaginer que Theo Francken quitte le gouvernement ?

Il y a une vérité absolue : personne n'est intouchable et chacun doit assumer sa responsabilité face au Parlement et face à sa majorité.

Même Theo Francken ?

Evidemment. Il n'y a pas le moindre doute par rapport à cela. Mais je n'ai pas l'intention de faire un débat hypothétique sur ce que pourraient être les résultats de l'enquête. Et je veux aussi préciser que cette enquête ne vise pas à savoir si quelqu'un doit démissionner. Elle vise à faire la clarté sur les faits.

En tant que libéral, n'avez-vous pas des scrupules à collaborer avec le régime soudanais d'Omar el-Béchir, poursuivi par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité ?

La note du CGRA sur le Soudan établit une situation nuancée dans ce pays. Ce n'est pas parce qu'un pays est une dictature que tous les citoyens y sont persécutés. Certains ont donné une interprétation de cette note qui est une tromperie, une tentative de manipulation de nos citoyens, une escroquerie intellectuelle.

Vous visez le journal "Le Soir", qui a révélé l'existence de la note ?

Je ne nomme personne. Je dis simplement que cette note du CGRA est la démonstration de ce que nous faisons au gouvernement, c'est-à-dire une analyse au cas par cas.

“Après 2019, il faudra continuer à réduire l'impôt sur le travail”

Avez-vous le sentiment d'être sous la coupe de la N-VA ? C'est en tout cas l'avis de l'opposition.

C'est grotesque. C'est la démonstration du vide sidéral de l'opposition sur le fond. Sur le plan économique et social, 175 000 emplois ont été créés. Les résultats sont tellement indiscutables que l'opposition décide, non pas de jouer le jeu de l'argumentation, mais de l'attaque ad hominem.

Quelle est la part de l'action du gouvernement dans ces créations d'emplois ? Sur base des chiffres de la Commission européenne, ce serait environ 60 000 emplois sur la législation.

Effectivement, la conjoncture économique en Europe va mieux, ce qui a un effet positif sur l'emploi. Mais le Bureau du Plan, la Banque nationale, le FMI mettent en évidence de façon indiscutable que l'action du gouvernement amplifie les effets conjoncturels. On a, par exemple, engrangé des résultats majeurs en termes de compétitivité. Le handicap salarial de la Belgique a été résorbé par rapport à nos pays voisins et on a maintenant un gain de productivité. Ça, ce n'est pas la conjoncture, c'est l'action du gouvernement.

Pour en revenir à la N-VA, elle est le plus grand parti de la majorité. Il n'est pas illogique, en fait, de considérer qu'elle

a un poids prépondérant au sein du gouvernement.

Dans une coalition, aucune décision n'est possible sans l'ensemble des partenaires. En Belgique, un parti politique, aussi fort soit-il, ne représente à peu près rien sans partenaire. La preuve, le parti qui a le plus sacrifié son

projet pour mettre en place ce gouvernement, c'est la N-VA puisqu'elle a accepté de renoncer à son identité communautaire. Cela a permis d'installer un programme socio-économique de centre droit très largement inspiré par ce que le MR défend depuis quinze ou vingt ans. Jamais un gouvernement n'avait autant appliqué le programme du MR.

Il y a quand même la perception selon laquelle la N-VA a réussi à décrocher des trophées, comme la baisse de l'impôt des sociétés (Isoc).

La vérité a ses droits. La N-VA s'est opposée à la réforme de l'impôt des sociétés lors des négociations pour la formation du gouvernement en 2014. Et ce n'est qu'en cours de route, parce que l'on était en avance sur la réalisation de notre objectif visant à améliorer la compétitivité de nos entreprises, que le débat est venu sur la table. Je rappelle aussi que ça fait des années que le MR plaide pour une baisse du taux nominal de l'impôt des sociétés.

L'accord de l'été, dont fait partie la réforme de l'Isoc, sera-t-il bien respecté jusqu'au bout, y compris l'adoption de la taxation des comptes-titres que la N-VA ne voulait pas ?
Oui, je vais y veiller.

Vous avez la garantie que la N-VA votera les textes ?
Je suis totalement convaincu que les quatre partis de ce gouvernement vont voter la totalité de l'accord.

La N-VA a aussi remis en question le pacte énergétique et, de la sorte, la sortie du nucléaire en 2025. Pour Bart De Wever, le débat sur ces questions devra se tenir en 2019...
J'ai indiqué au Parlement que la loi était votée, que l'on sortait du nucléaire en 2025 et que c'est dans ce cadre-là que l'on travaille sur le pacte énergétique.

Johan Van Overtveldt (N-VA), le ministre des Finances, a proposé de réaliser une nouvelle réforme de l'impôt des personnes physiques (IPP). Y êtes-vous favorable ?
Il a raison. Au-delà de 2019, après cette législature, on devra continuer à réformer l'impôt des personnes physiques pour réduire l'impôt sur le travail. Mais la prio-

rité, maintenant, c'est d'exécuter ce qui a déjà été décidé pour que l'on puisse continuer à tenir parole sur la mise en œuvre des étapes du tax shift jusqu'en 2019, continuer à augmenter le salaire-poche des travailleurs. Tout le gouvernement est sur la même ligne. En trois ans, avec le tax shift et deux indexations, nous avons donné l'équivalent d'un 13^e mois aux bas et moyens revenus.

Le MR va-t-il aussi demander une baisse de l'IPP en 2019 ?
Ce n'est pas un grand secret : structurellement, le MR et moi considérons que, malgré la baisse très nette de la pression fiscale et parafiscale sur le travail en trois ans, c'est un projet qui doit se poursuivre au-delà de 2019. En 2019, les gens auront eu la démonstration que le vote MR, c'est un vote qui permet réellement la baisse des impôts sur le travail. Lors de la précédente campagne électorale, le MR avait promis une réforme fiscale de cinq milliards d'euros. J'ai alors été injurié, moqué, on allait vider les caisses de l'Etat... Trois ans plus tard, on fait un tax shift de huit milliards d'euros et on a un déficit budgétaire divisé par trois. Ce sont des éléments clés que personne ne peut contester.

“Le leadership, c'est garder la tête froide quand tous les autres perdent le nord”

M. Michel, la banque Belfius, détenue à 100 % par l'Etat, devrait partiellement entrer en Bourse cet été. Le deal au gouvernement, c'est que l'argent tiré de l'opération soit utilisé pour dédommager les coopérateurs d'Arco (bras financier du mouvement ouvrier chrétien qui a fait faillite dans la débâcle de Dexia, devenue Belfius, NdLR). Comment l'Europe pourrait-elle accepter un tel deal ?

En lien avec cette IPO (“Initial Public Offering” ou entrée en Bourse), nous avons le souhait d'honorer l'engagement pris il y a trois ans et confirmé cet été, de résoudre la question Arco. Cela nécessite de trouver une formule juridique qui soit acceptable sur le plan européen pour éviter les procédures de type “aides d'Etat”. Nous avons des contacts informels avec les juristes européens pour déterminer quel type de formule pourrait être accepté. Mais il y a un lien entre Belfius et Arco car Arco représente un litige au sein de Belfius. Il peut donc être intéressant, dans le cadre de cette IPO, de régler le dossier Arco. Lorsqu'une entreprise purement privée fait un mouvement similaire à une IPO, elle a aussi intérêt à ce que des litiges anciens soient réglés pour que l'opération soit plus attractive. Il en va de même quand l'actionnaire est l'Etat.

Généralement, les ventes d'actifs de l'Etat sont affectées à la réduction de la dette publique. Ne faudrait-il pas consacrer l'argent de la vente de Belfius à cela ?

De manière générale, quand on a des recettes exceptionnelles, il faut les affecter en priorité au désendettement. Mais pas forcément de manière exclusive. Cela doit aussi servir à relancer des investissements. Par exemple, dans le cadre du pacte national d'investissements qui est un grand projet fondamental pour rendre le pays plus solide. Ce sont des projets concrets. On a notamment avancé sur le fait de donner un milliard d'euros supplémentaires à la SNCB pour débloquer le dossier du RER et améliorer substantiellement les transports vers Bruxelles. Il y aura aussi des investissements en Flandre de manière équilibrée.

Ce pacte de 60 milliards, qui associe les différentes entités belges, n'est pas neutre pour l'avenir et la cohésion de la Belgique. Quelle est votre vision ?

J'ai acquis par expérience cette conviction que ce qui compte plus que tout, plus que l'éditorial du lendemain ou la polémique de la semaine prochaine, c'est de voir si on est en situation de rendre le pays plus fort. Pour cela, il faut dépasser le cadre de la prochaine élection.

Vous voyez-vous Premier ministre jusqu'en 2024 ? On parle clairement d'un gouvernement Michel II.

Je ne fais aucune projection pour ma personne. Je travaille énormément. On reconnaît ma force de travail, je

crois. J'ai une carapace qui me permet de résister à la violence politique et à la violence médiatique qui ont été très fortes ces derniers jours et ces dernières semaines. C'est une leçon que j'ai tirée de l'observation de mes prédécesseurs et, notamment, de Jean-Luc Dehaene : être Premier ministre impose de ne pas se laisser dicter le timing. Ni par un partenaire de majorité, ni par l'opposition, ni par la presse.

Vous plaisez-vous dans cette fonction ?

Oui, car c'est une fonction dans laquelle on peut changer les choses. Le pays va bien mieux qu'il y a trois ans. Même s'il y a encore d'immenses défis devant nous. Nous avons aussi été confrontés à des événements douloureux : les attentats. On a fait face. Le pays et ses citoyens ont fait face sans basculer dans les discours de haine et les extrémismes. Cela supposait dans ces moments-là, et dans l'urgence, que je sois à la hauteur de mes responsabilités et que je donne les messages à la nation qui devaient être donnés. Je crois l'avoir fait. Le leadership, c'est garder la tête froide quand tous les autres perdent le nord.

“Etre Premier ministre impose de ne pas se laisser dicter le timing. Ni par un partenaire de majorité, ni par l'opposition, ni par la presse.”